

Commission: Programme des Nations Unies pour le Développement

Question: Les Objectifs de Développement Durable : Quel nouvel élan pour 2045 ?

Auteur: Suisse

Partenaire stratégique du Programme des Nations Unies pour le Développement depuis 1974, la Suisse est un contributeur actif et dévoué aux initiatives de développement durable à l'échelle internationale, la Direction du développement et de la coopération suisse étant le 6ème donateur principal de l'organisation. Les objectifs du PNUD concordent avec les intérêts de la Suisse, puisqu'ils visent à réduire les inégalités, la pauvreté, les conflits et d'autres menaces dont les effets se font sentir bien au-delà des pays en développement.

Déjà en 2022, la Suisse et le PNUD s'engagèrent main dans la main, à mobiliser 42 millions de dollars pour encourager les investissements climat privés et faciliter la transition vers des économies vertes dans les pays en développement. Notamment par son engagement et ses contributions financières et en expertise pour les initiatives mondiales, le pays ne cesse de porter grande importance à la quête d'un mode de vie plus durable.

Lors du Sommet des Nations Unies en 2015, 17 objectifs de développement durables ont été mis en place, destinés à tous être atteints cette année. La Suisse ayant pourtant contribué de manière importante à la gestion de la crise liée à la COVID-19 et à la réalisation des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 en soutenant le PNUD à hauteur de 52,7 millions de francs pour l'année 2021 ; la pandémie, des conflits, des catastrophes et d'autres crises ont freiné les progrès vers l'atteinte des ODD et inversé la courbe du développement humain pour la première fois depuis des décennies.

Nous sommes à présent en 2030, et seuls 35% de ces ODD ont été concrétisés avec des inégalités persistantes ayant entravé leur réalisation; une insuffisance avérée à tous les niveaux, que ce soit en termes de lutte contre la pauvreté et la faim, l'égalité des sexes ou progrès environnementaux.

Néanmoins, d'ici 2045, il nous faudra opter pour de meilleurs outils, et avoir nos ambitions en face, claires et précises, mais pouvant être réalisables à une plus grande échelle. La Suisse estime que, grâce à des actions ciblées et concrètes, en usant de stratégies adaptées, de ressources adéquates et d'une volonté politique forte, même les pays les plus pauvres peuvent réaliser de progrès conséquents.

D'une part de nouveaux indicateurs, seraient nécessaires pour évaluer ce progrès ; tel que le coefficient de Gini ou la répartition des richesses afin de voir si la croissance économique profite à toute la population, ou encore l'accès aux technologies modernes qui sont essentielles pour l'inclusion digitale. D'autre part, une meilleure collecte de données se révèle tout autant d'une évidente importance, il serait essentiel de recueillir des données désagrégées par sexe, âge, et par revenu ou zone géographique, afin de mieux identifier les inégalités et les groupes marginalisés.

Concrètement, pour unifier ces efforts de collectes, il serait crucial de faire preuve d'une coopération multilatérale et d'encourager toute les ONG qui se battent chaque jour pour un développement toujours plus croissant. A ce sujet, la Suisse est fière d'être à l'origine de La Croix-Rouge, engagée dans les domaines de la santé, de l'intégration et du sauvetage, œuvrant pour les personnes en détresse; ou encore Helvetas, une ONG s'intéressant sur la coopération au développement ainsi que l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement.

De 2021 à 2026, la Suisse a poursuivi sa coopération avec le Fonds Monétaire International (FMI) en vue de soutenir les pays émergents sur le plan technique (25 millions de francs dans la coopération bilatérale de ces cinq années). Les projets mis en œuvre ont facilité la création de systèmes fonctionnels, efficaces et performants pour l'administration des finances publiques et favorisé le développement d'un secteur financier stable et performant. Le programme a par exemple aidé à mettre en place un indice des prix pour la propriété du logement en Colombie, au Pérou, en Tunisie et en Ukraine, permettant ainsi d'identifier rapidement les potentielles bulles immobilières. Ces interventions contribuent à renforcer la stabilité financière et la résilience en cas de crise financière.

Pour conclure, pour base d'un nouvel élan vers des économies plus durables d'ici 2045, le gouvernement suisse insiste sur l'importance d'améliorer les outils d'évaluation et la collecte de données pour cibler les inégalités. Son engagement envers les pays en développement se manifeste à travers des initiatives concrètes et une coopération internationale active.